

Des migrants désherbent les tombes

LAUSANNE • Des requérants d'asile participent à l'entretien naturel des nombreux parcs et cimetières de la capitale vaudoise, dans le cadre d'un partenariat entre la Ville et l'EVAM.

MARIO TOGNI

Ils viennent d'Erythrée, de Gambie, d'Irak et du Tibet. Depuis le mois de mai, quatre requérants d'asile participent au désherbage manuel des cimetières de la Ville de Lausanne, en particulier du vaste et verdoyant site du Bois-de-Vaux. Le projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat régulier entre le service des parcs et domaines (Spadom) et l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM).

«Cela permet de créer du lien social et d'offrir une opportunité d'intégration dans le monde du travail, tout en apportant une plus-value aux prestations de la ville», relève Florence Germond, municipale socialiste chargée des Finances et du Patrimoine vert, qui salue un projet «gagnant-gagnant». En l'occurrence, ce coup de pouce permet à la commune de mener à bien le concept «Zéro-phyto», initié en 2011, qui vise un entretien des espaces verts sans produits chimiques.

Tremplin vers l'emploi

En parallèle, huit autres migrants œuvrent au nettoyage des parcs et forêts, alors qu'une treizième personne collabore aux activités du site de la compostière de la Tuilière. «C'est une chance de pouvoir travailler ici et de gagner un peu d'argent», avance un ressortissant gambien. Arrivé en Suisse en 2012, il a rejoint ce printemps l'équipe affectée à l'entretien des quelque vingt-quatre mille tombes de la capitale vaudoise.

«Il s'agit d'un programme d'occupation mais aussi d'un tremplin vers le marché du travail», souligne Erich Dürst, directeur de l'EVAM. Parmi les cinq mille personnes à charge de l'institution, environ trois mille sont au bénéfice d'une admission provisoire et sont

amenées, pour certaines, à résider durablement en Suisse, rappelle-t-il. Un ancien participant à ces travaux d'intérêt publics, en 2012, a d'ailleurs été engagé depuis au sein de l'unité cimetiériste.

Eviter le dumping

Pour leur travail, les requérants d'asile touchent une indemnité de 300 francs par mois, quel que soit leur statut, qui s'ajoute aux prestations financières et en nature de l'aide sociale. Le programme, financé par le Fonds du développement durable, coûte 30000 francs par année à la Ville de Lausanne.

La municipalité entend pérenniser ce partenariat, mais elle ne souhaite pour autant pas le développer outre mesure, afin d'éviter toute forme de dumping. «Il ne s'agit pas d'attribuer aux migrants les tâches courantes et traditionnelles de l'administration communale, précise Florence Germond. On parle uniquement de travaux de plus-value, souvent transitoires, et dans une proportion restreinte au sein d'un service qui compte trois cents collaborateurs.»

La question a son importance sachant que l'EVAM a été pointé du doigt, en début

d'année, pour avoir placé des requérants en entreprise avec des salaires largement en dessous des conventions collectives de travail. Le Département de l'économie du canton de Vaud avait procédé à une vérification de plus de trente contrats problématiques. Un «couac» avait été évoqué.

Il s'agissait toutefois de réels emplois – accessibles aux seuls bénéficiaires d'une admission provisoire – et non de «programmes d'occupation» comme aujourd'hui à la Ville de Lausanne. Ces derniers ont exclusivement lieu dans le cadre de partenariats avec des collectivités publiques ou des

organismes non lucratifs, précise Erich Dürst.

A Lausanne, au-delà de l'entretien des cimetières, le travail des migrants porte sur le nettoyage des parcs, des zones forestières et des abords de cours d'eau, où plusieurs tonnes de déchets ont déjà été ramassées. Le nettoyage des tags sur les promenades et les places de jeux leur ont aussi été confiés. Enfin, l'installation «Garden Collective» de Lausanne Jardins, une forêt de mille quatre cent quatre-vingts sacs de compost sur les marches de la basilique du Valentin, a également profité de cette collaboration. I



Pour leur travail, les requérants d'asile touchent une indemnité mensuelle de 300 francs. KEYSTONE

GENÈVE

Il décède après avoir sauté dans le Rhône pour fuir la police

Un Maghrébin de 34 ans s'est jeté dans le Rhône à Genève mercredi soir vers 19h30 lors de l'arrivée d'une patrouille de police. L'homme est resté entre trente et quarante minutes dans une eau à 16 degrés avant d'être retrouvé par un plongeur. Il est décédé sur place vers 21h.

«Nos collègues ont été avertis vers 19h15 d'une altercation entre un Africain et un Maghrébin près du bâtiment des Forces motrices. A leur arrivée, ils ont entendu un plouf», a indiqué hier Sylvain Guillaume-Gentil, porte-parole de la police de Genève, confirmant des informations de plusieurs médias. Des témoins ont indiqué que l'un des protagonistes avait sauté dans le Rhône. Les gendarmes ont immédiatement lancé une corde, mais le jeune ne l'a pas saisie. Il a disparu dans l'eau, poursuit le porte-parole.

Un policier s'est alors jeté dans le Rhône pour le rattraper, sans succès. Un important dispositif de secours a été mis en place, dont deux hélicoptères et deux bateaux de sauvetage. Au bout de trente à quarante minutes, un plongeur l'a retrouvé à 4 mètres de profondeur.

Le trentenaire est décédé sur place, malgré des tentatives de réanimation qui se sont poursuivies pendant plus d'une demi-heure minutes. La police n'a pas retrouvé pour l'heure le porte-monnaie que la victime aurait jeté dans le Rhône et qui aurait été récupéré par un tiers, selon des témoins.

ATS

Thierry Cerutti n'est pas candidat. Vraiment?

ANALYSE • L'ancien magistrat MCG entretient le suspense sur une possible candidature à l'exécutif verniois au printemps prochain.

«Je ne suis pas candidat pour l'instant. En plus de mon travail à la police et au conseil d'administration des TPG, je voyage beaucoup en ce moment, des opportunités s'offrent à moi et je compte bien en profiter.» A entendre Thierry Cerutti, ancien magistrat MCG à Vernier, sa candidature au printemps prochain pour le Conseil administratif serait plus qu'hypothétique. Vraiment?

«Il a ça dans le sang», s'amuse ceux qui le connaissent bien. «Je ne suis pas sûr à 100%, mais je pense qu'au dernier moment il sera tenté», confirme Roger Golay, président du MCG. Tout en ne tarissant pas d'éloges sur Ana Roch, conseillère municipale et cheffe de groupe à Vernier. Cette dernière est-elle candidate? «Tout est ouvert, plusieurs personnes ont d'ores et déjà fait part de leur intérêt», répond-elle. Le parti pourrait d'ailleurs bien décider de lancer trois personnes dans la course.

Une alliance avec l'UDC semble en revanche improbable. Notamment au regard de l'inimitié qu'entretiennent Thierry Cerutti et Chris-

tina Meissner, députée et cheffe de groupe UDC à Vernier, depuis leur ticket commun en 2011. Cette dernière a d'ailleurs tout intérêt à passer un tour. S'ils sont réélus, dans cinq ans, les conseillers administratifs actuellement en poste ne se représenteront pas. Les jeux seront alors bien plus ouverts.

Quoi qu'il en soit, Thierry Cerutti reste le mieux placé pour tenter de barrer la route à l'alliance gauche-droite, justement constituée contre lui par Thierry Apothéloz (PS), Yvan Rochat (Verts) et Pierre Ronget (PLR). En octobre dernier, il était le député au Grand Conseil qui recevait le plus de voix dans la commune. Face à trois magistrats sortants, cela ne sera sans doute pas suffisant.

En attendant, il entretient le suspense: «Si mes projets ne se réalisent pas, je pourrais changer d'avis. D'ici là, une personnalité bien connue des Genevois pourrait rejoindre le MCG et déménager à Vernier. Ce sera un coup de tonnerre...»

CHRISTIANE PASTEUR

BDS épingle les liens entre BimBadaBoum et Caterpillar

BOYCOTT D'ISRAËL • Le festival pour enfants est soutenu par l'entreprise, qui collabore avec l'armée israélienne, reproche BDS.

La section genevoise de la campagne internationale Boycott Désinvestissements Sanctions (BDS) a écrit mardi une lettre ouverte à l'association BimBadaBoum. BDS espère convaincre les organisateurs du festival pour enfants, qui a démarré hier à Chêne-Bougeries, que son partenaire principal Caterpillar n'est pas «recommandable pour une manifestation familiale qui affiche son attachement à l'écologie, au multiculturalisme et au respect de l'autre». C'est que l'entreprise, premier constructeur mondial de machines de chantier dont l'un des sièges administratifs est établi à Genève, «est dénoncée depuis plusieurs années en raison de sa collaboration active avec l'armée israélienne dans l'occupation des territoires palestiniens».

Caterpillar fournit des bulldozers et des pelleteuses, dont une version blindée d'un bulldozer, armé d'une mitrailleuse. Un engin notamment présent lors de l'actuelle offensive «Bordure protectrice» contre Gaza, selon BDS. Le collectif liste d'autres usages: destructions de milliers d'oliviers,



Cette année encore, BimBadaBoum propose l'atelier ludique Caterpillar (ici en 2011). Un des modèles de bulldozers de l'entreprise, le D9, a été utilisé par l'armée israélienne dans le cadre de l'offensive contre Gaza, selon un sujet diffusé le 6 août par la chaîne de TV Euro-news (ici une capture d'écran). BDS

de bâtiments, construction du mur de séparation, et dénonce le cas d'une jeune femme écrasée par un bulldozer Caterpillar en 2003 à Raf-fah... Depuis que Caterpillar figure parmi les partenaires principaux de BimBadaBoum, soit depuis 2011, des parents s'étonnent de la «présence incongrue» d'un bac à sable où des enfants jouent à califourchon sur des bulldozers miniatures au logo de l'entreprise, écrit BDS en référence à l'un des ateliers

ludiques proposés par le festival. Quelle est la nature du partenariat entre le festival et l'entreprise? Comment le premier accueille-t-il la critique? Depuis mercredi, le président de l'association, Flavio Gensale, n'a pas trouvé le temps de nous rappeler. BDS n'a pas non plus reçu de réponse. Celle-ci semble toutefois claire puisque le partenariat a été reconduit cette année, alors que BDS avait déjà interpellé le festival par le passé. RACHAD ARMANIOS